

## Préface

A l'heure où le soutien au développement de l'Afrique est indispensable, il s'avère opportun de s'interroger sur le rôle prépondérant des « intervenants locaux ». Ce livre est une réponse à la question primordiale de la participation locale librement consentie par les citoyens aux activités des projets de développement. Il répond à la demande de certains agents de développement, notamment des partenaires locaux du 'Centre Africain de Formation des Educateurs Sociaux' (CAFES) et du 'Programme Régional de Formation des Educateurs Sociaux' (REFED) qui, lors de ma mission d'expertise à KINSHASA, ont été intéressés par mon travail de fin du troisième cycle en gestion du développement à l'Université de LIEGE intitulé « Responsabilisation et dynamisation des bénéficiaires dans un projet de développement durable »<sup>1</sup> dans un contexte congolais.

Le souci principal est ici de fournir aux lecteurs une analyse de la force de motivation des « acteurs locaux » pour leurs propres projets de développement humain, économique, politique, social, culturel, etc. Les bénéficiaires locaux sont les moteurs du progrès de la nation et d'une vraie pérennité des actions. Cet ouvrage s'adresse à toutes les catégories de lecteurs, invite et interpelle tous les citoyens bénéficiaires à redécouvrir et à reconnaître l'importance de leur participation et de leur contribution

---

<sup>1</sup> D'après KASAMA CHONGO A « Responsabilisation et dynamisation des bénéficiaires dans un projet de développement durable. Mémoire DES, 3<sup>ième</sup> cycle en gestion du développement. Université de Liège, 2003 », 44 p.

aux actions du développement durable. L'objectif est de parvenir à l'autonomisation et à l'appropriation des projets par des populations locales pendant et à la fin de l'assistance étrangère, spécialement quand l'aide extérieure est arrêtée et que les coopérants étrangers sont repartis.

Pour rédiger au mieux cet ouvrage, j'ai reconsidéré en premier lieu le contexte de mon parcours personnel dans le cadre des projets de développement en République Démocratique du CONGO. Et ensuite j'ai formulé la problématique de la pertinence du « rôle des participants locaux » ainsi que les raisons ou arguments qui les empêchent de devenir des responsables efficaces de leur développement. J'ai aussi souhaité montrer que « la responsabilisation et la dynamisation des protagonistes locaux » est un processus très efficace de l'amélioration des conditions humaines et de l'autonomie des citoyens.

En réponse à la nécessité du moment, ce livre est le résultat de mes recherches personnelles et doit énormément aux différentes formations reçues, notamment : aux études du troisième cycle de spécialisation (DES) en gestion du développement, à des participations aux différentes conférences sur le développement des pays du Sud ainsi qu'aux formations d'accès au statut de coopérant ONG (Coopération Technique Belgique-CTB, Centre d'Information-ITECO, Micro-finance).

En outre, j'exprime ma profonde gratitude à Madame Marie Hélène KASAMA BRAHAM, licenciée en Administration des Affaires et agrégée de l'enseignement secondaire supérieur en Sciences Economiques de l'Université de LIEGE actuellement Responsable du Centre Public d'Action Sociale (Secrétaire du C.P.A.S) de la commune de LIMBOURG ainsi qu'au juge président du tribunal du travail d'ARLON Monsieur Jean-Marie LEFEBVRE qui ont relu ce travail. Ma reconnaissance va

aussi à tous les professeurs et aux intervenants socioéconomiques et politiques que j'ai rencontrés et spécialement au Professeur Marc PONCELET qui fut le promoteur du travail de fin de troisième cycle à l'Université de LIEGE, le fondement de ce livre.



## Introduction

La pertinence du problème « de la responsabilisation et de la dynamisation des acteurs socioéconomiques et politiques locaux » mérite d'être clairement perçue. Elle est une des stratégies importantes pour la réussite de tout projet de « développement durable »<sup>2</sup>. C'est une condition nécessaire. Elle envisage que les populations locales acquièrent une plus grande maîtrise de leur propre destin et de leurs actes, afin de résoudre leurs problèmes et leurs propres crises...

Je me suis rendu compte de l'importance de ce sujet lors d'une expérience personnelle vécue dans des activités de développement et d'amélioration des conditions de vie des gens à partir de 1992 jusqu'à 2000 à KASENGA, LIKASI et LUBUMBASHI ainsi que lors de mon expertise d'août à décembre 2006 pour l'ONG belge SongES à KINSHASA en République Démocratique du Congo. Les activités consistaient à travailler pour le développement du milieu avec les populations bénéficiaires. L'intention était de les aider à comprendre que les projets de développement étaient pour elles et pour leur bien-être. D'une part, nous avons construit une école primaire, une école secondaire, un centre de santé et une école gardienne. Il y avait aussi des projets d'agriculture et des activités de séminaire, de conscientisation et de formation. D'autre part, des « réunions communautaires »<sup>3</sup> et des ateliers sur les

---

<sup>2</sup> REY Jean-Jacques et DUTRY Julie, « Institutions économiques internationales », Bruxelles, Bruylant, 2001, pp 114-115

<sup>3</sup> Expression communément employée dans le cadre des projets financés par la « Vision Mondiale » (ONG canadienne) pour désigner les

problèmes du milieu et sur le renforcement des capacités se tenaient périodiquement. Ces rencontres-débats consistaient à accompagner les acteurs locaux et à leur faire comprendre que tout était fait dans leur intérêt.

Le but était que les protagonistes locaux participent librement, qu'ils s'approprient le projet et qu'ils mettent en valeur leurs diverses ressources humaines et naturelles. L'ONG canadienne « VISION MONDIALE » octroyait de l'aide à la population locale. Elle souhaitait que les citoyens bénéficiaires se forment, et deviennent responsables pour pouvoir s'appropriier les stratégies de planification de leur auto-développement. De même, l'ONG SongES visait la formation et la participation active au développement de la citoyenneté à travers l'accompagnement et le renforcement du pouvoir et des capacités du monde associatif particulièrement des associations s'occupant des thématiques du SIDA et de l'enfance en difficulté.

L'objectif des réunions communautaires et des rencontres-débats était d'informer les gens du cycle de projet en général, de favoriser les échanges d'expériences entre les différents leaders sociaux et/ou d'obtenir une contribution ou une participation des familles pour les activités des projets de développement. « La participation prendrait généralement deux formes : celle qui est répandue chez les anglophones, le développement communautaire, 'community development', et celle qui est bien connue des francophones, l'animation rurale qui serait une tentative de récupération et de contrôle des paysans »<sup>4</sup>

---

réunions faites par le comité de gestion, les agents et la population bénéficiaire portant sur les activités et la marche du projet. Notons que ces réunions se faisaient parfois en présence des agents de la direction de Lubumbashi lors de leurs visites d'inspection ou d'audit.

<sup>4</sup> MONDJANAGNI A.C., « La participation populaire au développement en Afrique Noire », Paris, Editions Karthala, 1984, p. 412

Cependant, le constat crucial à KASENGA fut que la participation locale était difficile à obtenir. Le résultat de l'apport des gens n'était pas toujours atteint selon la procédure prévue administrativement. Nous modifiions les premières décisions en cours de projet quand la contribution locale attendue n'était pas obtenue. Pareille flexibilité ne plaisait pas à l'audit et à la coordination de LUBUMBASHI, surtout lorsque les changements de la quote-part locale n'étaient pas annoncés.

De manière générale, les différentes catégories de populations locales avaient chacune leur manière de voir et de concevoir les activités de développement. C'étaient leurs représentations. Elles avaient tout un passé historique et culturel qui influençait largement la façon de voir la coopération internationale, les O.N.G. et les agents de développement. La plupart d'entre elles pensaient qu'il suffisait d'avoir l'aide étrangère en ressources humaines, techniques et financières pour qu'il y ait développement. Elles n'avaient guère l'idée de l'auto-développement et de l'autopromotion. En outre et malheureusement, l'Etat, à la période postcoloniale, ne leur avait jamais garanti de sérieux services publics pour assurer « l'économie sociale marchande ou non marchande ».<sup>5</sup>

Ainsi dit, je précise que les termes autopromotion, participation, responsabilisation, bénéficiaire, animation, dynamisation, conscientisation, planification villageoise, sensibilisation, appropriation... sont ceux couramment utilisés dans « le langage-développement... et le langage-projet »<sup>6</sup> par les bailleurs de fonds, les médiateurs, les

---

<sup>5</sup> MAREE Michel et MERTENS Sybille, « Contours et statistiques du non-marchand en Belgique », Liège, Editions de l'Université de Liège, 2002, pp 10-11

<sup>6</sup> De SARDAN Olivier J.P., « Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social », Paris, Karthala, 2001, pp 165-171

courtiers, les agents de projets et la majorité des populations bénéficiaires elles-mêmes.

Mon intention n'est pas de faire des recherches extrêmement savantes ni de remettre en question tous les efforts déjà fournis par les éducateurs tant étrangers qu'autochtones pour la formation de la population. Elle n'est pas non plus de juger ni de condamner la présence des O.N.G. qui sont déjà sur place avec leurs objectifs mais de signifier tout simplement que selon les faits, les comportements et la situation vécue, les populations bénéficiaires ont grandement besoin d'être des partisans suffisamment responsabilisés et dynamisés pour utiliser leurs potentialités de capital humain et leurs ressources naturelles. L'idéal serait qu'après la conscientisation, les acteurs locaux soient capables d'une part de participer aux actions du projet pendant le financement étranger, avec ou non les coopérants, et d'autre part de prendre leurs responsabilités pour continuer à autogérer les projets après l'assistance étrangère. Ils pourront même initier personnellement d'autres activités afin de répondre à leurs besoins.

De plus une question fondamentale se pose : Que faire pour que les citoyens bénéficiaires soient effectivement responsables de leur développement alors que la plupart de leurs actions dépendent de l'infrastructure générale de l'Etat, de la Région et de la Nation ?

Après ma dernière expertise à KINSHASA, je me permets de ramener cette problématique au niveau national ou provincial. J'analyse ce que j'ai vécu au niveau sectoriel du Sud KATANGA et plus précisément à KASENGA, LIKASI, LUBUMBASHI et à la capitale de la République Démocratique du CONGO, une des plus grandes villes de pays du SUD. Ce sujet est également pertinent pour beaucoup d'autres pays sous-développés. En fait, les gens ont leurs raisons propres qui peuvent soit accélérer la mise en pratique d'un développement durable, soit l'empêcher.

Après cette introduction, mon analyse présentera le contexte de mon expérience auprès des activités de développement local : l'Association des Intellectuels de la Grappe Bemba à KASENGA (A.I.G.B.K), la présentation de l'ONG « VISION MONDIALE » et le projet financé à KASENGA, le Comité de gestion de zone de santé du lieu, le bref résumé de mes activités de développement à LIKASI et auprès des ONG américaines « Conseils juridiques des Droits de l'homme et PIMNRO » à LUBUMBASHI, l'accompagnement et le renforcement des associations locales à KINSHASA ainsi que la justification de la pertinence du « rôle des intervenants locaux ». Ensuite, seront développés les raisons ou les arguments empêchant les populations locales de prendre totalement en main les activités des projets. Suivront quelques notions sur la responsabilisation et la dynamisation, l'autopromotion, l'appropriation, la participation, la conscientisation, le suivi-évaluation et l'auto-évaluation des bénéficiaires locaux. En dernier lieu, seront mentionnées quelques propositions pouvant favoriser un développement durable. La conclusion de cet ouvrage mettra l'accent sur la responsabilisation et la dynamisation des acteurs locaux par la formation, la sensibilisation et la conscientisation en vue aussi bien de la maîtrise des initiatives et des ressources locales que de l'autonomie de gestion.

